

DES DEPUTES FLN DE CHLEF EVOQUENT LES SINISTRES DU SEISME D'OCTOBRE 1980 Sur fond de campagne électorale

Campagne électorale précoce pour les prochaines législatives ou réelle volonté, bien tardive du reste, à prendre en charge les doléances des citoyens qu'ils représentent, des députés FLN de la wilaya de Chlef ont animé, hier, au centre de Presse d'El Moudjahid une conférence sur la situation des familles sinistrées du séisme du 10 octobre 1980.

A quelques semaines de la fin de leur mandat, ces représentants du peuple ont en effet décrit un tableau sombre des conditions de vie pour le moins déplorable des familles victimes du séisme qui a ébranlé la région centre du pays il y a de cela près de 27 longues années et ont appelé à cette occasion "les pouvoirs publics à mettre en œuvre le programme de remplacement de ces chalets par des constructions en dur".

Ce programme, dont ni les échéances, ni les contours n'ont été donnés, prévoit la construction de 20 000 logements en dur dans la wilaya de Chlef en remplacement des chalets en préfabriqué montés au lendemain du séisme. Il est à noter dans ce cadre que la loi de finances 2007 dans son article 99 prévoit l'octroi à chaque famille sinistrée de deux millions de dinars dont la moitié remboursable à un taux d'intérêt ne dépassant pas les 2%, pour la construction de logement en dur. Auto-construction ou construction prise en charge par l'Etat, la méthode n'est pas encore définie.

Au-delà des desseins électoralistes de la démarche médiatique des députés, cette entreprise s'annonce d'emblée très délicate et complexe. D'abord, le recensement des familles a été effectué en fonction du nombre de chalets, soit 21 000 baraques. Alors que le nombre des familles s'élève à 41 651. Cet écart s'explique par le fait que plusieurs familles s'entassent dans un seul chalet. Interrogé justement sur ce point, l'un des conférenciers, Abdelkader Touhami en l'occurrence, dira que "la priorité est de commencer d'abord avec le remplacement des chalets existants par des logements en dur avant de régler, dans le cadre du social, la question de l'éclatement familial".

De par sa forte sismicité, la construction dans la région de Chlef doit obéir à des règles strictes en matière de respect des normes antisismiques. Un autre aspect qui n'a pas été suffisamment abordé par les députés lors de cette conférence de presse.

Lotfi Mérad

STATUT PARTICULIER DU SECTEUR DE L'EDUCATION Le bureau d'Alger du SNTE consulte sa base

Le Syndicat national des travailleurs de l'éducation (SNTE), tendance Boudjenah, a réuni hier ses adhérents de la wilaya d'Alger en vue d'entamer une consultation concernant le statut particulier du secteur de l'éducation.

Cette rencontre entre dans le cadre d'une large action de concertation en direction de la base. Il s'agit, selon les représentants de ce syndicat, de permettre aux enseignants sur le territoire national d'apporter leur contribution dans l'élaboration du statut particulier en chantier. A cet effet, et selon M. Boudjenah, des réunions locales ont été organisées en vue d'enrichir les textes.

Le point de mire étant la loi 90 49 qui concerne les travailleurs du secteur de l'éducation et de laquelle dépend, dira M. Boudjenah, le sort des enseignants. Des réunions ont donc déjà été tenues,

notamment dans les wilayas de Bou Saâda, Djelfa, Constantine, Tizi-Ouzou, Adrar et Ghardaïa. Le représentant du syndicat rappellera en outre les faibles moyens dont dispose le SNTE pour aborder une large concertation de sa base.

Par ailleurs, les présents appelleront tous les syndicats à la réalisation d'un statut particulier commun "avec pour intérêt principal le sort de l'enseignant", a déclaré M. Boudjenah qui fera allusion à la réunion tenue avec le secrétaire général du ministère de l'Education précisant que ce dernier se doit de prendre en considération les propositions de la base.

Dans le cas contraire, des actions de protestation seront envisagées, selon l'intervenant. Hier, c'était le bureau d'Alger du SNTE qui avait entamé ses réunions à l'instar des autres régions du pays.

F. Z. B.

SOMMET DE L'ALLIANCE PRESIDENTIELLE

Le défaut de solidarité électorale consacré ?

Obligation calendaire, les trois partis structurés de l'Alliance présidentielle observeront cet après-midi au siège central du FLN, à Hydra, un conclave au sommet. Le secrétaire général du RND, Ahmed Ouyahia, cédera, à l'occasion de ce cyclique cérémonial de passation de relais, la présidence de l'Alliance à son homologue du FLN, Abdelaziz Belkhadem.

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - Le président sortant de l'Alliance aura certainement la solennité de ton à dresser le bilan de ses trois mois de présidence. Il aura aussi autant d'aisance à le faire que l'Alliance n'était pas engagée sur une entreprise commune majeure. L'évocation d'une coordination au double niveau

parlementaire et gouvernemental suffirait à créditer Ouyahia et son parti d'une bonne présidence. L'Alliance n'a, au demeurant, jamais prétendu être autre chose que l'expression d'une double coalition parlementaire et gouvernementale. Elle s'est toujours refusé de muer en courant politique qui fera bloc, par exemple, en compétition

électorale. Le refus de chacun des trois partenaires de sceller des alliances électorales pour les prochaines échéances en constitue la preuve irréfutable. L'éventualité d'alliance électorale évacuée, le Front de libération nationale, qui hérite aujourd'hui de la présidence de l'Alliance, n'aura pas l'obligation d'autres résultats que de constituer, trois mois durant, la vitrine de l'alliance. Une alliance qui, depuis son institution il y a trois ans, se suffit de seulement exister. Le président du MSP, Aboudjerra Soltani, contraint à stopper net ses excès discursifs

autour de la corruption et qui témoignait trois jours auparavant dans le procès Khalifa, n'ignore pas cette réalité. Au sortir du dernier conseil consultatif, il a affirmé que l'année 2007 ne sera pas celle de l'alliance mais bien celle de la rivalité électorale.

Autrement dit, pour les trois partis de l'Alliance présidentielle, l'avenir sera au compteur-sur-soi. Aboudjerra Soltani, qui n'est assurément pas au mieux de sa forme politique, ne commet pas l'affirmation en guise de défi mais plutôt comme une plainte résignée.

S. A. I.

CONFERENCE DE PRESSE DE SAÏD SADI

Le RCD plaide pour une alliance démocratique

"Le régime politique en place est arrivé, à l'essoufflement. Chaque matin les Algériens se réveillent sur de nouveaux scandales de corruption et de dilapidation des biens de l'Etat. Quand un ministre de la République reconnaît qu'il n'a pas été suffisamment intelligent dans l'affaire Khalifa, on comprend que ce sont là des signes d'un pourrissement qui vient de l'intérieur du régime."

Telle est l'analyse faite par le Dr Saïd Sadi de la situation politique nationale. Dans une conférence de presse animée, hier, au siège de son parti, le président du Rassemblement pour la culture et la démoc-

ratie (RCD) a annoncé les nouvelles lignes directrices du parti, issues du troisième congrès qui s'est tenu les 8 et 9 février. Si le RCD se refuse à toute concession concernant son combat pour les droits de l'homme et de la démocratie, la formation de Saïd Sadi s'apprête, toutefois, à adapter une nouvelle méthode dans sa lutte constructive d'une Algérie plurielle et démocratique. Celle-ci sera fondée par le dialogue et la pluralité. Deux principaux objectifs ressortent ainsi du congrès du RCD.

En premier lieu, le RCD compte élargir ses rangs pour une plus large représentativité.

Les résultats du travail de proximité effectué par le parti ces deux dernières années et qui s'est soldé par une participation massive au 3e congrès, encouragent celui-ci à se rapprocher davantage des différentes couches sociales.

En deuxième perspective, le RCD entamera, dès la semaine prochaine, ses contacts avec les différents partis politiques, en vue d'instaurer un dialogue permanent, réel et sérieux au sein des forces démocratiques.

"Notre projet est cohérent, il s'inscrit dans le moyen et le long terme, et nous devons reconnaître tous, démocrates que nous sommes, qu'aucun parti ne peut partir seul vers un consensus démocratique", a déclaré Saïd Sadi, en ajoutant qu'"il n'y a pas de raison que les

courants conservateurs et islamistes ont réussi à se rassembler et que les démocrates sont toujours dispersés". "On doit stabiliser notre courant et faire comprendre au pouvoir que l'opposition est désormais une institution", affirme-t-il.

Pour cela, les partis politiques de l'opposition devraient enterrer leur hache de guerre et trouver ensemble une issue favorable pour un dialogue et un débat national. Il s'agit même, selon les propos du président du RCD, d'instaurer une culture politique apaisée dans le pays. Mais le RCD réussira-t-il ce pari ? "Pour l'heure, la question fondamentale est de trouver comment parvenir à ce dialogue, à se parler entre nous. Qu'on ait par la suite des divergences, des points de vue différents, là n'est pas le problème", a indiqué Saïd Sadi. Evoquant les prochaines élections législatives, le conférencier dévoile ses ambitions de voir les partis démocratiques s'entendre sur des listes communes à présenter à ce rendez-vous électoral. S'agit-il d'une alliance ? "Ça suffit de mettre en place un cahier des charges pour définir les prérogatives de l'Etat, et nous mettrons nos moyens pour faire respecter ce cahier des charges." C'est ainsi que Saïd Sadi envisage le consensus des démocrates. Il s'agit de respecter les lois de la République, de les faire respecter et surtout de

veiller au respect des droits de l'homme en Algérie. "Ce sont les acteurs politiques qui changent la scène politique, et ce, en conjuguant leurs efforts", a répondu le Dr Sadi à une question de savoir si son parti a changé de programme politique. Celui-ci rappelle que la décennie noire vécue par l'Algérie a profité au système pour normaliser la censure, la répression et la corruption.

Estimant que la situation sécuritaire est plus au moins instaurée, le leader du RCD plaide pour un débat ouvert pour cicatriser les blessures de ce passé douloureux. Qualifiant de grande erreur "le référendum sur la réconciliation nationale", le président du RCD, de par son engagement politique et sa qualification de psychiatre, témoigne qu'il n'existe dans aucun autre pays du monde "où l'on a traité des blessures aussi profondes par la répression". Il craint même, de voir, d'ici quelques années ressurgir la violence, sous d'autres formes. "Il faut un minimum de débat social sur cette crise qui affecte tous les Algériens".

Invité à s'exprimer, par ailleurs, sur le traité d'amitié entre l'Algérie et la France, le président du RCD, une fois de plus, se dit désolé, qu'un sujet aussi sensible et délicat pour les relations des deux nations voisines, fasse objet de surenchère politique des deux présidents algériens et français.

Rosa Mansouri